



HAL
open science

Du mode Majeur au mode Mineur. De la cartographie institutionnelle à la cartographie radicale.

Matthieu Noucher, Xavier Amelot, Laurent Couderchet

► To cite this version:

Matthieu Noucher, Xavier Amelot, Laurent Couderchet. Du mode Majeur au mode Mineur. De la cartographie institutionnelle à la cartographie radicale.. Magalie Fleurot; Nathalie Jaëck. Puissance du mode Mineur, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, pp.173-192, 2022. halshs-03907230

HAL Id: halshs-03907230

<https://shs.hal.science/halshs-03907230>

Submitted on 26 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

[Preprint - Version auteur avant mise en page de l'éditeur]

Pour citer ce chapitre :

Matthieu Noucher, Xavier Amelot, Laurent Couderchet (2021). Du mode Majeur au mode Mineur : de la cartographie institutionnelle à la cartographie radicale. In Magalie Fleurot et Nathalie Jaëck (dir.), **Puissance du mode mineur** : 173-192. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Du mode Majeur au mode Mineur : De la cartographie institutionnelle à la cartographie radicale

Matthieu Noucher, Xavier Amelot, Laurent Couderchet

Résumé

La « cartographie » est un ensemble d'opérations intellectuelles et pratiques qui ont pour objectif de représenter le monde sous une forme graphique et géométrique. Œuvre de l'esprit, interprétation de l'espace, elle est restée longtemps l'apanage du pouvoir, l'expression des dominants, véhiculant des représentations partiales, douteuses ou orientées. Une mise en ordre qui fabrique parfois l'ordre bien réel de nos sociétés. Mais ce mode majeur de catégorisation du monde est de plus en plus contesté : de la cartographie participative à la contre-cartographie, des modes mineurs tentent difficilement de renverser le « pouvoir des cartes ».

Mots-clés : cartographie critique ; représentation ; pouvoir ; contre-cartographie ; participation ; empowerment

Abstract

"Cartography" is a set of intellectual and practical operations the objective of which is to represent the world in a graphic and geometric form. A work of the mind, an interpretation of space, it has long remained the prerogative of power, the expression of the dominant, conveying partial, dubious or oriented representations. "Setting in order" sometimes creates the very real order of our societies. But this major mode of categorizing the world is increasingly contested: from participatory mapping to counter-mapping, minor modes are trying hard to overturn the "power of maps".

Keywords: critical cartography; representation; power; counter-mapping; participation; empowerment

La « cartographie » est un ensemble d'opérations intellectuelles et pratiques qui ont pour objectif de représenter le monde sous une forme graphique et géométrique. Œuvre de l'esprit et interprétation de l'espace, elle s'est initialement développée en Europe occidentale pour décrire la partie connue de la Terre. La cartographie s'est progressivement diversifiée et vise désormais à faciliter la compréhension spatiale d'une multiplicité d'objets, de concepts, de processus ou d'événements, en mobilisant une pluralité d'approches (statistique, thématique, sensible, participative, ethnographique, etc.) sur des supports matériels variés (papier, numérique, textile, etc.). Restée longtemps apanage du pouvoir et reflet de l'expression des dominants, la mise en carte du monde participe à sa mise en ordre en véhiculant catégorisations et hiérarchisation (Noucher et al., 2019).

La cartographie institutionnelle s'est donc imposée au fil des siècles comme un « mode Majeur » de représentation de la surface terrestre et de figuration de territoires, dont le modèle fait autorité et auquel il faudrait être conforme. Issue de la contre-culture des années 1960 et 1970 aux États-Unis, une géographie dite radicale ou critique conteste l'hégémonie de la carte en tant qu'outil de représentation désincarné, totalisant et universel de l'espace, imposé par le processus de colonisation européen et la mise en place d'un ordre mondial façonné par les conquérants. Théorisée, entre autres, par Brian Harley (1989), Denis Wood (1992) ou encore Jeremy Crampton (2011), la cartographie critique repense la carte comme une construction sociale, subjective et idéologique, un objet politique et culturel analysable qui œuvre à interroger les rapports de force institués par le « pouvoir des cartes » (Wood). Ces approches critiques des modes majeurs de la cartographie visent à renverser le pouvoir des cartes en donnant la parole à des minorités peu ou pas représentées. C'est ainsi que depuis plusieurs décennies, de nombreux projets de cartographie participative ou de contre-cartographie accompagnent des communautés subalternes dans l'expression cartographique de leur point de vue face à différents conflits territoriaux. Ces initiatives d'*empowerment* cartographique peuvent alors s'apparenter à une forme de « rabatement du Mineur vers la Minorité », pour reprendre les termes du cycle de séminaires à l'origine de cet ouvrage collectif, car les participants à ce type de projet n'ont guère le choix que de recourir aux catégories et au langage cartographique de la société dominante pour se faire entendre ou se rendre visible. Cependant, à l'instar d'autres mouvements issus de la contre-culture, la cartographie participative n'échappe pas à diverses formes d'institutionnalisation et de récupération par le « mode Majeur » pouvant aller jusqu'à la manipulation (Arnstein, 1969 ; Amelot, 2013).

La cartographie participative a ainsi pu être dénoncée comme une technologie à décoloniser (Walker, 2013). Autrement dit, il s'agit pour le Mineur « de s'affranchir du désir d'appartenir au Majeur » et de revendiquer une pluralité de formes d'écriture et de dessin de la Terre sans se limiter aux cartographies hégémoniques. Plusieurs initiatives de contre-cartographie tentent aujourd'hui de renverser doublement le pouvoir des cartes : d'un point de vue politique, en s'opposant aux visions dominantes, d'un point de vue épistémologique, en cherchant des modes d'expression alternatifs. La contre-cartographie apparaît alors comme espace autonome, créatif, en tension... qui pourrait faire référence à un « mode Mineur qui ne vise aucunement à accéder au Majeur [...] mais au contraire à explorer la puissance active de la marge »¹.

Le mode Majeur : la cartographie institutionnelle

La cartographie moderne s'est construite en Europe occidentale dans une relation très étroite avec les pouvoirs religieux puis étatiques, aboutissant progressivement à un découpage du Monde et une normalisation de sa représentation. De l'invention des continents et des océans, initialement imaginés à partir d'une vision médiévale théocentrique du Monde (Grataloup, 2009) au tracé des linéaires frontaliers, qui n'apparaissent dans les traités qu'à partir des guerres napoléoniennes (Desbois, 2015) ; de « l'orientation » des cartes vers le Nord (et non plus vers l'Orient) à partir de la Renaissance (Ashworth, 2019) à l'inévitable choix d'un modèle de distorsion imposé par la projection de tout ou partie de la sphère terrestre sur un espace plan (Monmonier, 2019) ; de la codification des figurés conventionnels ou des couleurs (Caron, 1980 ; Dainville, 2018) à l'utilisation du « blanc des cartes »

¹ Extrait de l'argumentaire présentant le cycle de conférences « Puissance du Mode Mineur » (Université Bordeaux Montaigne, 2014-2020).

(Laboulais-Lesage, 2004), le geste cartographique apparaît comme une mise en ordre du Monde, culturellement et historiquement construite, au service des pouvoirs dominants.

La cartographie coloniale illustre bien le lien qui réside entre affirmation des États et représentation de l'espace, entre domination territoriale et administration par les cartes. Les acteurs de la colonisation ont, par exemple, participé très largement au « blanchiment des cartes » en occultant certains repères pour créer de toutes pièces un espace vide – une *terra nullius* – qui devenait alors un espace à conquérir (voir figure 1). Le blanc est alors une manière de désigner ce qui attend encore une exploration rigoureuse (Retaillé, 2020). La carte coloniale donne ainsi forme à l'espace en le marquant des éléments (routes, voies navigables, etc.) qui permettront de l'appriivoiser, de l'approprier. Dans le même temps, elle rejette dans le néant d'un espace blanc les pratiques et mémoires autochtones (Laboulais-Lesage, 2004).

Si la carte est un moyen de visualisation de l'espace, elle est donc aussi le lieu d'une mise en scène de différents récits sur l'altérité et d'une exhibition de l'exercice du pouvoir. L'esthétique et les choix conventionnels de la représentation cartographique contribuent pleinement au processus de mise en ordre de l'espace associé à son déploiement par et pour ceux qui les produisent. Puissance révélatrice et performative (Jacob, 1992), elle consiste à objectiver et objectifier des réalités territoriales en les montrant. L'ordre cartographique, en plus de segmenter, hiérarchiser, catégoriser l'espace, produit donc aussi de l'invisibilisation (Noucher, 2022). La carte « constitue simultanément l'espace auquel elle se réfère » (Béziat 2014, 35), elle fait autorité et dépend de l'autorité. Autrefois commanditée par les élites, princes ou riches marchands, le support cartographique est devenu à partir du XIX^e siècle un instrument incontournable de gouvernement (Desbois, 2015) et un instrument de marginalisation du peuple. Les cartes de l'action publique ont ainsi eu pour effet d'exclure les riverains du projet d'aménagement, que cette exclusion soit intentionnelle ou qu'elle ne le soit pas. Si le mode majeur est zénithal, désincarné, le mode Mineur est de façon privilégiée, horizontal, familier, sans repère fixe. L'espace du pouvoir est géoréférencé, celui des habitants est égoréférencé, les deux faisant appel à des univers cognitifs irréductibles l'un à l'autre. Les conflits relatifs aux aménagements trouvent d'abord leur ferment dans cette contradiction, l'espace du projet présenté par le maître de l'ouvrage n'étant pas celui des riverains (Ormaux et Couderchet, 2010).

La cartographie coloniale constitue un des archétypes du caractère performatif de la carte par sa capacité à créer un territoire d'exercice du pouvoir (voir figure 2). Dans de nombreux pays, la cartographie détaillée a été ou demeure sous le contrôle étroit des armées. En France, la carte topographique à grande échelle², initialement désignée sous le nom de carte de l'État-major (1820-1866), restera jusqu'en 1940 sous la tutelle directe du Ministère de la Défense à travers le Service Géographique de l'Armée qui deviendra ensuite l'Institut Géographique National. Si dans la plupart des régimes démocratiques, la cartographie institutionnelle est désormais accessible à un large public, à la fois sous l'effet des évolutions juridiques en matière de droit à l'information (Convention d'Aarhus, Directive européenne INSPIRE) et en réaction à la concurrence croissante des applications cartographiques développées sur Internet, elle demeure encore produite et contrôlée par les États.

² L'échelle cartographique étant un rapport de réduction, plus l'échelle est grande et plus la carte représente de façon détaillée des espaces de petite dimension.

Figure 2 - Deux ans après son annexion par la France (1896), Madagascar est découpée en territoires militaires, cercles et provinces pour les besoins de l'administration par l'armée d'occupation.



Source : Gouvernement Général de Madagascar. Guide de l'immigrant à Madagascar, Atlas. 1898, p. 27.

La diversification des acteurs en capacité de produire des données territoriales à distance accroît cependant la complexité du paysage de la cartographie. Les cartes institutionnelles produites par les États doivent désormais composer aussi avec les géants de l'industrie numérique dont les ambitions commerciales, parfois hégémoniques, construisent un nouvel ordre cartographique mondial qui tend à se substituer à celui des États et des institutions publiques selon des stratégies de visibilité/invisibilité qui ne sont pas sans rappeler celles décrites pour la période coloniale. Lancé en 2005 par la société Google (après son rachat en 2004 à Keyhole Inc. qui l'avait développé), Google Maps s'est rapidement imposée comme la carte de référence du Web. Le choix de la projection de Mercator pour la figuration de la carte Google à l'échelle mondiale (voir figure 3) apparaît comme un premier indicateur de son inscription dans l'héritage d'un système de représentation dominante et ethnocentré du Monde. Dénoncé depuis un demi-siècle comme un symbole de l'affirmation de la puissance des « pays riches », des hautes et moyennes latitudes de l'hémisphère nord, au détriment des régions plus pauvres situées dans la zone inter-tropicale (Crampton, 2006), cette représentation exagère les surfaces continentales à mesure que l'on s'éloigne de l'équateur. Sur la carte, le Groenland apparaît par exemple aussi vaste que l'Afrique alors que sa superficie est près de quinze fois inférieure (2,2 millions de km contre 30 millions pour l'Afrique) et quatre fois inférieure à celle du Brésil (8,5 millions de km.). Si cette projection présente l'intérêt de conserver les formes et les angles, ce qui fut utile pour la navigation trans-océanique lors de sa mise au point à la fin du XVI^e siècle, elle a aussi été largement utilisée comme instrument de propagande coloniale (voir figure 4) et d'affirmation de la domination des pays du Nord sur le reste du Monde.

De la même manière, les choix de mise en visibilité ou d'occultation des lieux présentés sur Google Maps obéissent toujours, directement ou non, à des logiques de domination ou d'intérêts, cette fois essentiellement commerciaux. La couverture en données géographiques détaillées de ces nouvelles cartes numériques en ligne est très inégale selon les lieux. Si les régions au potentiel de consommation élevé sont en général bien couvertes et régulièrement mises à jour, d'autres ne bénéficient que d'une information lacunaire et très généralisée, rappelant le « blanc des cartes » coloniales du milieu du XIX^e siècle. Le blanc ne traduit plus dès lors des espaces en attente d'exploration mais des espaces négligés, sans valeur.

Figure 3 - La vision du Monde de Google Maps à travers un système de projection du XVI^e siècle exagérant les surfaces aux hautes et moyennes latitudes



(<https://www.google.com/maps/d/viewer> ; consulté le 15/09/2021).

Derrière l'illusion de connaissance offerte par la possibilité de visualiser en tout point du globe des photographies aériennes ou des images satellites de précision et d'ancienneté variables, de nombreuses régions ne font l'objet d'aucune cartographie détaillée faute de base de données géographiques disponible et/ou d'intérêt pour les représenter (voir figure 5). La trajectoire de la cartographie connaît une bifurcation déterminante. Elle ne traduit plus l'ambition de conquête exhaustive des blancs de la carte mais de représentation des espaces déjà connus et connectés ; son contenu thématique ne vise plus la couverture régulière et continue de l'information sur le territoire, il tolère le blanc qui recouvre les usages ou les utilisations les moins rentables.

Figure 4 - La projection de Mercator outil de propagande coloniale sur une carte murale de 1911

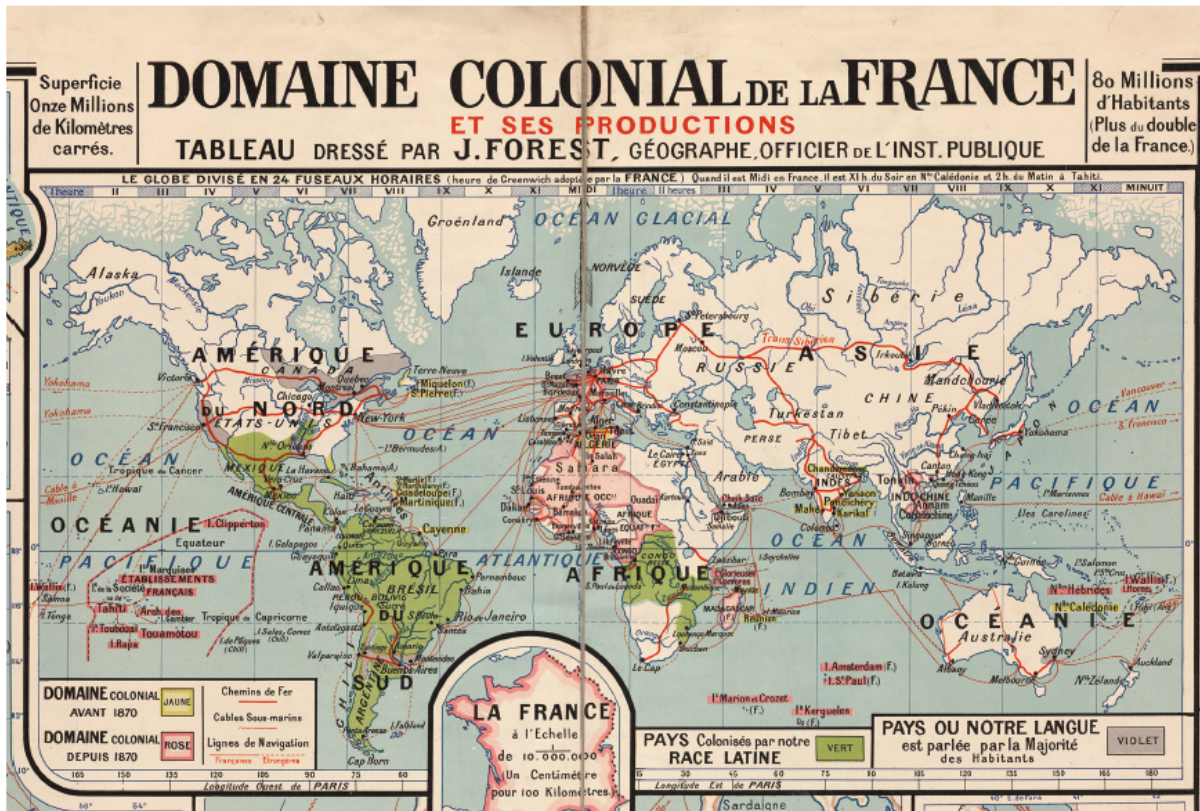
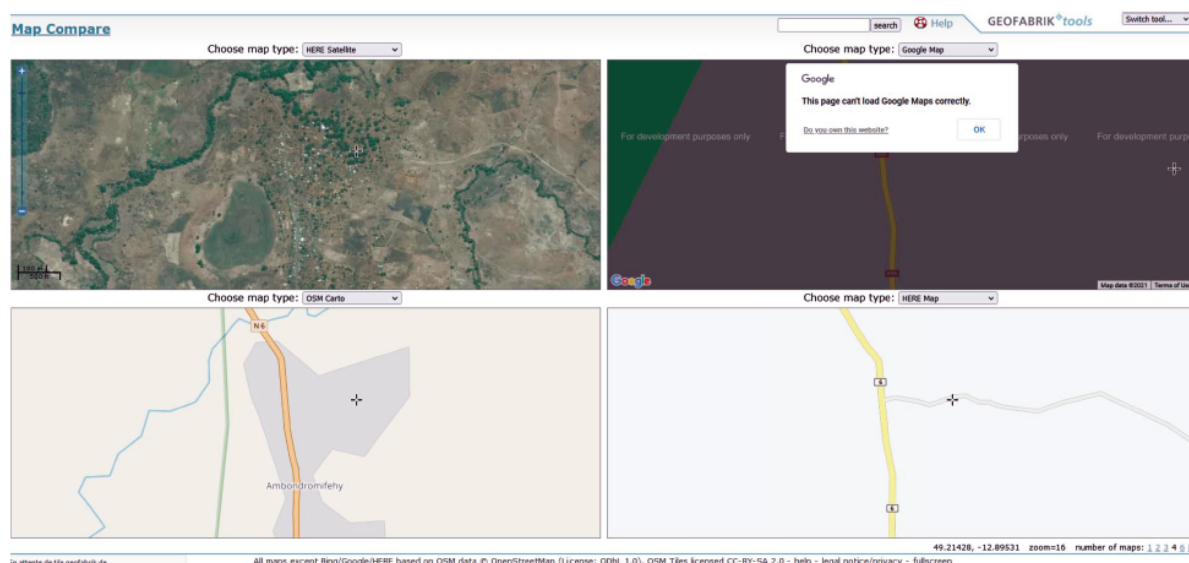


Figure 5 - Dans le nord de Madagascar, un important bourg rural, sur une des axes routiers majeur du pays, absent des visualisations Google Maps (en haut à droite) et Here Map (en bas à droite) ? La zone bâtie, visible sur l'image satellitaire (en haut à gauche) est présentée et nommée dans la base OpenStreetMap (en bas à gauche).



La cartographie participative : entre rabattement du mode Mineur vers la Minorité et injonction participative

Initiée dans les pays du sud, à la fin des années 1980, la cartographie participative est souvent présentée comme un outil d'empowerment³ des populations subalternes face aux cartographies institutionnelles mobilisées par les pouvoirs dominants. La cartographie participative s'est cependant largement diversifiée et diffusée depuis (Chambers, 2006 ; Palsky, 2010). Dans les pays du nord, elle s'inscrit désormais à la fois dans le cadre réglementaire de l'action publique territorialisée à travers des dispositifs de concertation impliquant les citoyens selon des niveaux de participation variables (Plantin, 2014) ou encore dans des dispositifs de sciences citoyennes (Georis-Creuseveau et al., 2018). Au sud, si elle accompagne toujours certaines revendications de communautés locales et de populations autochtones, elle s'est également largement institutionnalisée à travers les outils de recherche-action portés par des ONG ou les projets de développement soutenus par les institutions internationales, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, elle reprend alors largement les codes de la cartographie institutionnelle.

Plus récemment, de nouvelles formes de cartographies participatives, collaboratives, contributives ou de systèmes d'information géographiques participatifs (PPGIS), etc. se sont développées en même temps que le Web 2.0 (Mericskay & Roche, 2010). Parmi celles-ci, le projet OpenStreetMap (OSM), souvent qualifié de Wikipedia de la cartographie, apparaît comme l'exemple le plus emblématique (Galsze & Perkins, 2015). Derrière l'expression-valise de cartographie participative, c'est désormais toute une nébuleuse d'outils, de pratiques et de discours, correspondant à des dispositifs qui n'ont parfois de participatif que le nom, dont il est difficile de tracer les contours.

La carte ci-dessous réalisée dans le cadre d'un projet de gestion concertée des ressources avec les populations riveraines est présentée comme étant conçue de manière participative par les ONG WCS et

³ Souvent traduit par les termes réducteurs d'autonomisation ou d'émancipation ou encore par le néologisme « capacitation », nous préférons conserver ici le terme anglais à l'acception plus large correspondant à un processus d'apprentissage permettant à des individus ou des groupes sociaux qui en sont habituellement écartés, (Bacqué et Biewener, 2013) d'accéder à des nouveaux pouvoirs.

Blue-Venture dans le cadre d'une création de réserve marine au sud-ouest de Madagascar. Sa légende en français et l'indication du nord traduisent pourtant des conventions inaccessibles au public non alphabétisé auquel elle est attribuée (Vériza et Couderchet, 2020 ; Vériza, 2019). Son statut participatif relève de la fable, il attribue l'intention de création de réserve aux pêcheurs eux-mêmes et s'avère déterminant pour la légitimation d'un projet porté par des organisations étrangères.

Figure 6 - Carte produite en réunion de concertation à Andavadoake (Madagascar)



Veriza (2019).

À la fin de la décennie 1980, dans un contexte de critique des modèles de développement descendants et d'absence de prise en compte des savoirs locaux, de nouvelles pratiques participatives font leur apparition dans le cadre de projets d'aide au développement à destination des espaces ruraux des pays du sud. Popularisé sous le nom de MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative ou Participatory Rural Appraisal ou encore Rapid Rural Appraisal), ces méthodes visent à impliquer les populations concernées, a minima dans la phase de diagnostic, en s'appuyant sur les savoirs locaux. Divers dispositifs cartographiques sont mobilisés à côté d'autres outils compatibles avec les cadres normatifs occidentaux (calendriers, transects, diagramme de Venn, cartes, etc.). Ces cartes participatives sont de natures très variables allant des tracés éphémères réalisés dans le sable à la construction de maquettes en trois dimensions en passant par des dessins sur des fonds de cartes préétablis ou diverses formes de zonages à dire d'acteurs (ZADA), ce qui pourrait au mieux correspondre à la carte d'Andavadoake.

L'idée participative a rencontré un tel succès qu'elle s'est rapidement imposée comme une étape obligée des projets de développement rural, les projets en attente de financement devant désormais montrer, notamment par la carte, qu'ils prennent en compte le mode mineur. Cette idée participative a donné lieu à une abondante littérature grise et à la rédaction de manuels, avec le soutien d'institutions internationales telles que la FAO (Townsend, 1993) ou la Banque Mondiale (Starkey, 2007). La variété des dispositifs est telle qu'il apparaît extrêmement délicat d'en dégager des généralités en terme d'*empowerment* ou d'appropriation par la minorité. En revanche de nombreuses études ont montré que derrière la variété des expériences et la volonté initiale de valoriser les savoirs locaux, du fait de l'asymétrie de pouvoir, beaucoup de ces dispositifs apparaissent surtout comme des formes d'injonction

participative (Cormier Salem, 2017) servant à légitimer des projets déjà conçus depuis l'extérieur ou à remplir des grilles d'indicateurs ou encore de moyen de collecter à bon compte des informations. Observation confirmée par l'exemple de mise en place des aires protégées du littoral sud-ouest malgache. Les bénéfices pour les sociétés locales en termes de reconnaissance de leurs savoirs, de leurs droits ou de leurs aspirations dépend principalement de l'intentionnalité des promoteurs du dispositif et du degré de participation accordé aux populations concernées depuis les choix méthodologiques jusqu'à l'utilisation des informations produites (Amelot, 2013).

L'affirmation du mode Mineur : la contre-cartographie

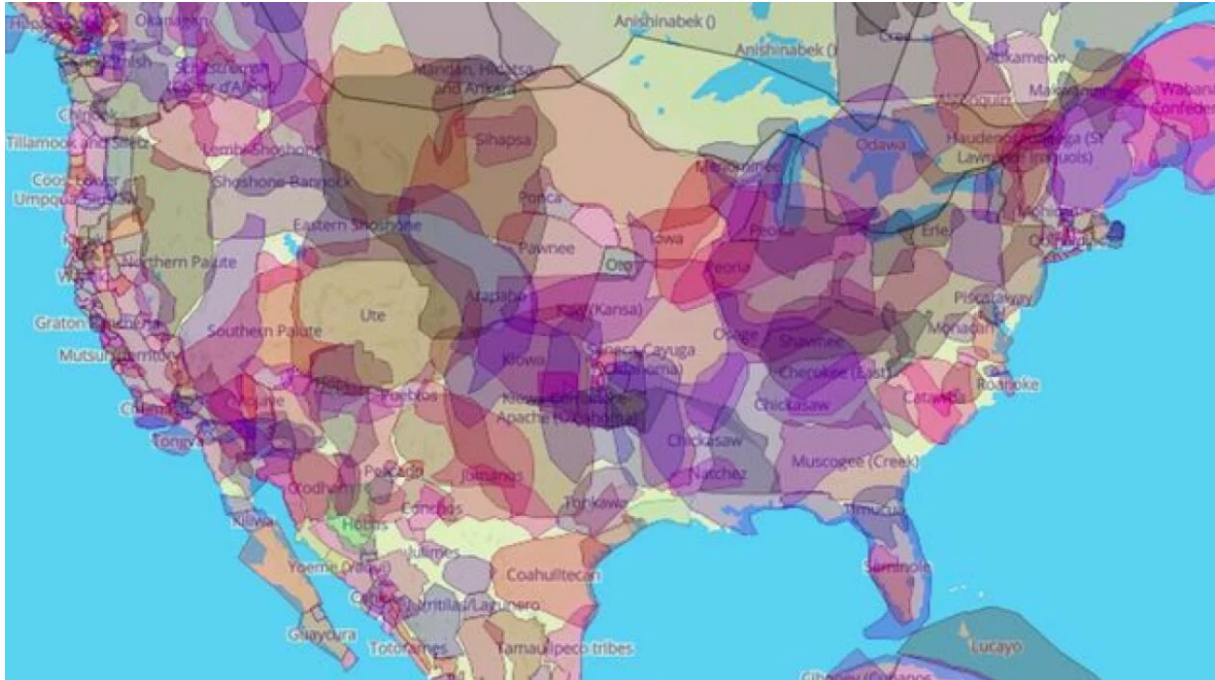
Si l'émergence de la cartographie participative a permis de mettre en lumière des représentations alternatives aux cartes dominantes, certains universitaires ont critiqué ces pratiques en raison de la subordination constante des visions spatiales subalternes du monde aux technologies et aux histoires occidentales. C'est en effet en adoptant les armes des dominants, i.e. leurs modalités de représentation, que la plupart des cartes participatives entrent dans le débat public. L'histoire de ces cinquante dernières années montre alors à quel point ces cartes ont pu être, par exemple pour les communautés autochtones, des armes à double tranchant : à la fois source d'émancipation et de reproduction de certaines formes de domination coloniale.

Des projets de cartographie participative ont, à de multiples reprises, contribué efficacement à la défense de droits fonciers ou territoriaux des autochtones face aux États, autorités locales ou entreprises. Ils ont également été un moteur central dans la pluralisation critique des histoires, des modes et des territorialités (Bracco et Genay, 2021). Décrivant les luttes sur les ressources forestières de Kalimantan, en Indonésie, la sociologue Nancy Peluso identifie la carte comme un instrument de contestation sociale et de justice socio-spatiale mobilisée par les militants locaux et leurs alliés pour s'appropriier les techniques et le mode de représentation de l'État afin de renforcer la légitimité de leurs revendications à coutumières sur les ressources (Peluso, 1995). Un recueil imposant d'une quarantaine de contre-cartes sorti en 2019 sous le titre *This Is Not an Atlas* à l'initiative du collectif Orangotango+ fournit d'autres exemples des initiatives en cours (Kollektiv Orangotango+, 2018). Un simple changement d'échelle, une modification du cadrage de la carte ou de sa projection, la recherche d'un autre fond de plan, la suppression des frontières administratives, un renversement de l'orientation, des adaptations linguistiques dans l'affichage de la toponymie, l'utilisation d'un support textile ou la spatialisation d'informations textuelles sont autant de gestes cartographiques qui peuvent contribuer à rendre visibles d'autres réalités territoriales (voir figure 7).

Ces combats de cartes et contre-cartes sont donc fondamentalement des batailles de visibilité. Comme le rappelle Jean-Marc Besse : « L'action cartographique (et contre-cartographique) est politique, non pas seulement (il faut insister) parce qu'elle milite pour une reconnaissance, la reconnaissance d'un droit, etc., mais d'abord parce qu'elle installe les conditions d'une visibilité, parce qu'elle cherche à instituer une visibilité nouvelle et, par-là, vient perturber et contribuer à transformer les données initiales du débat public » (Besse, 2021, 25).

Toutefois, la mise en visibilité par l'écriture cartographique peut avoir des effets ambigus, notamment pour les sociétés autochtones. Ainsi que le souligne Irène Hirt, si les peuples autochtones font des cartes pour défendre des droits territoriaux, ils n'ont souvent guère le choix que de recourir au langage cartographique de la société dominante, lesquels s'inscrivent dans les présupposés territoriaux de l'État moderne (Hirt, 2009). Or, selon Peter Vandergeest et Nancy Peluso (1995), la territorialité de l'État moderne peut être appréhendée comme un « espace abstrait » qui contraste avec l'espace vécu, avec les relations et interactions sociales des groupes dans l'espace. Cette inadéquation motive la contre-cartographie car les représentations cartographiques « conventionnelles » sont déconnectées des modes de territorialisation propres aux sociétés autochtones.

Figure 7 - Le projet Native Land fait abstraction des frontières nationales pour représenter les revendications territoriales, les traités et les langues autochtones sur une carte interactive mise à jour régulièrement. Dans cet exemple centré sur l'Amérique du Nord, les langues transcendent les frontières et se superposent les unes aux autres, contrairement aux atlas conventionnels qui habituellement identifient des aires linguistiques disjointes.



Source : <https://native-land.ca/>

Il ne s'agit pas d'un problème technique, lié à l'outil cartographique, mais bien davantage d'un problème lié à l'ontologie territoriale sous-jacente à l'usage qui est fait de cette technique et qui consiste à imposer une vision du monde, une lecture du territoire qui se veut universelle mais qui n'est en réalité que le reflet d'une culture et d'une histoire données.

L'émergence d'une génération de cartographes autochtones qui s'approprient et détournent les outils et modes de représentations cartographiques modernes permet aujourd'hui de dépasser la posture strictement contestataire. Par exemple, le réseau MappingBack, né en octobre 2017 à Montréal, organise des ateliers qui visent à explorer de nouvelles formes d'expressions cartographiques susceptibles de représenter les multiples problèmes, perceptions, significations, histoires et émotions en jeu lors de l'arrivée d'activités extractives en territoires indigènes (Caquard et al., 2019). Le « Séminaire de Cartographies Autochtones » organisé en mai 2021 par le Laboratoire de Cartographie Autochtone de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue fournit un autre exemple du dynamisme de ce champ de recherche (Éthier et Pelletier, 2021). Si les problématiques associées à la toponymie, aux revendications foncières ou encore à la protection de l'environnement mobilisent des formes cartographiques relativement classiques, des thématiques plus inattendues autour de la transmission des savoirs ancestraux, du patrimoine immatériel ou encore des espaces de vie des jeunes contribuent à réinterroger les fondements de la discipline.

Le développement de la cartographie narrative en constitue un bon témoignage : visant à associer à la carte (spatiale, quantitative, objective, analytique, abstraite) des récits (temporels, qualitatifs, subjectifs, émotifs, concrets), les storymaps deviennent un nouveau support qui permet d'entrevoir de nouvelles possibilités pour mettre en carte des récits de vie (Caquard et Joliveau, 2016). Ces nombreux exemples démontrent que la contre-cartographie est moins définie par une technologie, une méthode ou un mode de représentation spatiale, que par une volonté d'opérer un double renversement du pouvoir des cartes :

politique, d'abord, pour contrer les visions dominantes, épistémologique, ensuite, pour faire émerger des modes d'expression alternatifs (Noucher, 2021).

Conclusion

La carte traduit à la fois l'expression du pouvoir dominant et l'émancipation de minorités ; le projet Native Land manifeste ainsi une véritable force politique que le pouvoir des États ne peut plus tenir pour marginal. La maîtrise technique n'est plus l'apanage de l'expertise, elle est accessible à la contre-expertise. Mais celle-ci peut tomber dans le piège du recours au langage cartographique du pouvoir dominant. Sortir des canons de la cartographie conventionnelle pour lutter contre l'invisibilité sociale de thématiques ou de populations jusque-là enfouies dans le blanc des cartes, nécessiterait alors de reconfigurer les manières de voir et de dessiner le Monde. Il ne s'agit donc plus d'envisager l'alternative cartographique comme une Minorité qui tenterait de faire entendre sa voix face à un mode Majeur qui définirait seul les règles pour tracer la carte, mais bien comme l'affirmation d'un mode Mineur au potentiel créatif et heuristique. La cartographie, fût-elle participative, peut-elle être l'instrument d'expression d'une telle ambition ? L'idée ne serait-elle pas de remettre l'approche positiviste de la carte pour une pluralité de formes d'écriture et de dessin de la Terre, à saisir dans une approche plus humaniste ?

Bibliographie

- Amelot, Xavier. « Cartographie participative pour le développement local et la gestion de l'environnement à Madagascar : Empowerment, impérialisme numérique ou illusion participative ? ». *L'information géographique*, 77 (4), 2013 : 47-67.
- Arnstein, Sherry R. A. « Ladder of Citizen Participation ». *American Institute of Planners Journal*, 35(4), 1969 : 216-224.
- Ashworth, Mick. *Why North is up, Map Conventions and Where They Came From*. Oxford : Bodleian Library, 2019.
- Barnaud, Cécile. d'Aquino, Patrick. Daré, William's. Mathevet, Raphael. « Dispositifs participatifs et asymétries de pouvoir : expliciter et interroger les positionnements ». *Participations*, 2016/3 : 137-166.
- Bacqué, Marie-Hélène & Biewener, Carole. « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? ». *Idées économiques et sociales* (3) 173, 2013 : 25-32.
- Besse, Jean-Marc. « Les batailles de l'invisible », in Bracco, Diane & Genay, Lucie (dir.). *Contre-cartographier le monde*. Limoges : Presses universitaires de Limoges, 2021 : 21-26.
- Béziat, Julien. *La Carte à l'œuvre. Cartographie, imaginaire, création*. Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, 2014.
- Bracco, Diane & Genay, Lucie (dir.). *Contre-cartographier le monde*. Limoges : Presses universitaires de Limoges, 2021.
- Caquard, Sébastien. Lucchesi, Annita. Studnicki-Gizbert, Daviken. Temper Leah & Mcurk, Thomas. « Using maps as a weapon to resist extractive industries on Indigenous territories ». *The Conversation*, 2019. URL : <https://theconversation.com/using-maps-as-a-weapon-to-resist-extractive-industries-on-indigenous-territories-111472> [consulté le 28/11/2020]
- Caquard, Sébastien. & Joliveau, Thierry. « Penser et activer les relations entre cartes et récits ». *Mappemonde*, 118, 2016.
- Carrel, Marion. « Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation ». *Vie sociale*, 19 (3), 2017 : 27-34.
- Caron, Rémi. « Les choix du cartographe », in Centre Georges Pompidou, *Cartes et figures de la Terre*. Paris : Centre Georges Pompidou. 1980 : 9-15.
- Chambers, Robert. « Participatory Mapping and Geographic Information Systems: Whose Map? Who is Empowered and Who Disempowered? Who Gains and Who Loses? ». *The electronic journal of information systems in developing countries*, 25(1), June 2006 : 1-11.
- Cormier-Salem, Marie-Christine. « L'injonction du participatif dans la gouvernance des deltas ouest-africains : enjeux scientifiques, défis politiques », in *Sciences participatives, gouvernance des patrimoines et territoires des deltas*. Actes du colloque international du Laboratoire Mixte

- International « Patrimoines et Territoires de l'Eau » du 11 au 14 mai 2016 à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal, Paris : L'Harmattan, 2017 : 9-30.
- Crampton, Jeremy. « Maps as social constructions: power, communication and visualization ». *Progress in Human Geography*, vol. 25, n°2, 2001 : 235-252.
- Dainville, François de. *Le Langage cartographique, Termes, signes couleurs des cartes anciennes (1500-1800)*. Paris : CTHS Edition. 2018.
- Desbois, Henri. « La carte et le territoire à l'ère numérique ». *Socio*, no 4, 2015 : 39-60.
- Éthier Benoit et Pelletier Chloé (eds.). Rapport-synthèse du séminaire de cartographies autochtones (12-14 mai 2021). École d'études autochtones – Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, 2021.
- Galsze, Georg. & Perkins, Chris. « Social and Political Dimensions of the Open- StreetMap Project: Towards a Critical Geographical Research Agenda », in Arsanjani, Jamal Jokar. Zipf, Alexander. Mooney, Peter Helbich, Marco. (ed.), *OpenStreetMap in GIScience, Experiences, Research, and Applications*. Springer, 2015 : 143-166
- Grataloup, Christian. *L'Invention des continents*. Paris : Larousse, 2009.
- Harley, John Brian. « Deconstructing the map ». *Cartographica: The international journal for geographic information and geovisualization*, vol. 26, n°2, 1989 : 1-20.
- Hirt, Irène. « Cartographies autochtones. Éléments pour une analyse critique ». *L'Espace géographique*, vol. 38, no 2, 2009 : 171-86.
- Jacob, Christian. *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*. Paris : Albin Michel, 1992.
- Kollektiv Orangotango+ (dir.), *This Is Not an Atlas. A Global Collection of Counter-Cartographies*. Bielefeld : Transcript, 2018.
- Laboulais-Lesage, Isabelle (dir.). *Comblent les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVII^e-XX^e siècle)*. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 2004.
- Mericskay, Boris & Roche, Stéphane. « Cartographie et SIG à l'ère du Web 2.0. Vers une nouvelle génération de SIG participatifs ». *SAGEO*, 2010 : 228-242.
- Noucher, Matthieu. « Cartographie », in Bouvet, Marlène. Chossière, Florent. Duc, Marine & Fisson, Estelle (dir.). *Catégoriser. Lexique des constructions sociales de la différence*. Lyon : ENS Éditions, 2024.
- Noucher, Matthieu. « Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes : enjeux et limites de la contre cartographie en Guyane française », in Bracco, Diane & Genay, Lucie (dir.). *Contre-cartographier le monde*. Limoges : Presses universitaires de Limoges, 2021 : 55-68.
- Noucher, Matthieu. Hirt, Irène & Arnould de Sartre, Xavier. « Mises en chiffres, mises en cartes, mises en ordre du monde. Pour des approches critiques des métrologies de l'espace ». *Espaces Temps – Transverses*, 2019.
- Ormaux Serge, Couderchet Laurent. « From real-life experience to map. Using landscape as a tool for decentralized urban planning ». *Grand Ouest days of Territorial Intelligence IT-GO*, ENTI. Mar 2010, Nantes-Rennes, France. hal-00767291
- Palsky, Gilles. « Cartes participatives, cartes collaboratives. La cartographie comme maïeutique ». *Comité Français de Cartographie*, n°205, Septembre 2010 : 49-59.
- Peluso, Nancy Lee. « Whose Woods Are These? Counter-mapping Forest Territories in Kalimantan, Indonesia ». *Antipode*, vol. 27, n°1, 1995 : 383-406.
- Plantin, Jean-Christophe. Plantin Jean-Christophe. « L'avènement de la carte comme médiation. Généalogie des rencontres entre cartographie et théories de l'information ». *Questions de communication*, 25, 2014 : 309-326.
- Rataillé Denis, 2020, « Sous le calque, la carte ». *Revue interdisciplinaire de science sociale, Espaces temps.net*
- Starkey, Paul. A Methodology for Rapid Assessment of Rural Transport Services. Sub-Saharan Africa Transport Policy Program (SSATP) working paper series ; no.87-A. World Bank, Washington DC. 2007.
- Townsley, Philip G. A Manual on Rapid Appraisal Methods for Coastal Communities. BOBP / FAO, Madras. 1993.
- Vandergeest, Peter. & Lee Peluso, Nancy. « Territorialization and State Power in Thailand ». *Theory and Society*, 35, 1995 : 385-426.
- Veriza Francis et Couderchet Laurent. « Les aires marines protégées du Sud-Ouest malgache - Des paysages sacrés des pêcheurs vezo aux paysages désincarnés des agents de la conservation », *Projets de paysage*, 2019, n°21.

- Veriza, Francis. « Les yeux de la mer et les médecins de la mer – Des espaces sacrés des ancêtres aux aires marines protégées des Vazaha sur le littoral vezo à Madagascar ». Thèse de géographie, Université de Toliara et Université Bordeaux Montaigne, 2019, 655 p.
- Walker, Ryan. Jojola, Ted. & Natcher, David (.ds.). Reclaiming Indigenous Planning. Montréal : McGill-Queen's University Press, 2013.
- Wood, Dennis. The Power of Maps. New York : Guilford Press, 1992.